



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/831
S/1998/241
17 mars 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquante-deuxième session
Point 61 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante-troisième année

Lettre datée du 13 mars 1998, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 13 mars 1998 qui vous est adressée par M. Aytuğ Plümer, Représentant de la République turque de Chypre-Nord.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Hüseyin E. ÇELEM

ANNEXE

Lettre datée du 13 mars 1998, adressée au Secrétaire général
par M. Aytuğ Plümer

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de me référer à la lettre datée du 26 février 1998 que vous a adressée le représentant chypriote grec auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/52/808-S/1998/173), qui contient des accusations sans fondement concernant le patrimoine culturel situé dans la République turque de Chypre-Nord.

Le représentant chypriote grec qualifie de nouveau la République turque de Chypre-Nord de "zone occupée". Je tiens à souligner que la seule occupation dont Chypre soit victime est le résultat de l'usurpation et de l'occupation par le régime chypriote grec du sud, depuis 35 ans, du siège du gouvernement de ce qui fut la République bicommunautaire de Chypre.

Dans les communications que nous vous avons adressées précédemment, dont la plus récente était ma lettre datée du 3 mars 1998, nous avons déjà répondu abondamment aux affirmations concernant la prétendue "destruction de l'identité culturelle" de Chypre-Nord. Je me bornerai à dire que c'est la partie chypriote grecque qui s'est toujours efforcée de réduire à néant le patrimoine turc musulman de Chypre, en particulier pendant la période de 1963 à 1974, où, dans le cadre d'une campagne systématique de nettoyage ethnique lancée contre le peuple chypriote turc, les mosquées, lieux de pèlerinage et autres édifices consacrés au culte ont été détruits dans 103 villages répartis dans tous les secteurs de l'île. Aujourd'hui, l'administration chypriote grecque continue d'appliquer une politique d'intolérance religieuse et de manifester ouvertement son mépris pour le patrimoine islamique situé dans Chypre-Sud. Parallèlement, la partie chypriote grecque fait tout ce qu'elle peut pour contrecarrer les efforts menés par la République turque de Chypre-Nord pour obtenir d'organisations internationales une aide financière et technique qui pourrait contribuer à ce que les sites et objets antiques et le patrimoine culturel de Chypre-Nord soient préservés.

Le représentant chypriote grec formule dans sa lettre des accusations concernant en particulier le monastère arménien de St. Makar, situé dans la République turque de Chypre-Nord. Ces accusations sont totalement dénuées de fondement et ne visent qu'à tromper l'opinion mondiale quant à l'état dans lequel se trouvent les sites historiques de Chypre-Nord et quant à l'action menée en permanence pour préserver ces sites. Premièrement, il n'est pas question de transformer le monastère en hôtel. Deuxièmement, il convient de noter que s'il était effectivement prévu d'exploiter les locaux en question, ce projet serait conforme aux instruments internationaux pertinents – qui non seulement autorisent mais recommandent l'exploitation des bâtiments historiques aux fins du financement de leur préservation. L'Administration des antiquités et des musées de la République turque de Chypre-Nord a élaboré en vue de la restauration du monastère arménien de St. Makar un projet qui ferait intervenir une institution privée compétente en la matière.

Il est donc clair que les accusations de la partie chypriote grecque concernant le monastère arménien de St. Makar en particulier et le patrimoine

/...

culturel de Chypre-Nord en général sont sans fondement et inspirées par des motivations d'ordre politique. De notre côté, les autorités compétentes ne ménagent pas leur peine pour préserver le patrimoine culturel de Chypre-Nord. Il faudrait que toutes les parties concernées exhortent la partie chypriote grecque à cesser de s'efforcer d'exploiter l'affaire à des fins de propagande tout en faisant obstacle à l'aide que pourraient recevoir les autorités de la République turque de Chypre-Nord pour l'entretien du patrimoine culturel.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 61 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER
